



État espagnol. Le Réseau des municipalités contre la dette illégitime se renforce à Pampelune.

Par [Jérôme Duval](#)

Mondialisation.ca, 06 février 2017

[Diagonal](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

Un contexte d'envolée des prix de l'électricité en pleine vague de froid

En plein milieu d'une vague de froid saisissante dans la péninsule Ibérique - avec des températures en dessous de zéro, de la neige sur les plages et des routes coupées -, le gouvernement Rajoy a augmenté les factures d'électricité... de 8 % en une seule journée [1]. Cette surenchère, qui affecte derechef les foyers les plus démunis, est criminelle : en 2015, les entreprises d'électricité ont déjà procédé à plus de 650 000 coupures de courant pour impayés, dont plus de 83 000 pendant plus d'un mois [2]. De plus, ces factures ont une TVA fixée à 21 %, un taux indécent pour un service essentiel. Le ministre de l'Énergie, Álvaro Nadal, nullement affecté par les conséquences pour les familles, a ajouté que l'escalade des prix allait se poursuivre et gonfler encore plus la facture, qui pourrait augmenter de 100 euros sur l'année [3]. Il ne manquait plus qu'un « Joyeux Noël » pour compléter ce nouveau cadeau aux grandes entreprises du secteur.



Dans la foulée de la première édition à Malaga, la deuxième rencontre « Municipalisme, Auto-gouvernement et Contre-pouvoir » ([MAK2](#)) a rassemblé « municipalités du changement » et mouvements sociaux à Pampelune (Espagne), du 20 au 22 janvier.

Perspective sur les alternatives

C'est donc dans ce contexte de nouvelles attaques d'austérité, que se sont déroulés les rencontres *Municipalisme, Auto-gouvernement et Contre-pouvoir citoyen* (MAK2) de Pampelune du 20 au 22 janvier. Une rencontre populaire attendue et nécessaire pour partager des expériences et planifier des solutions. Entre autres thèmes abordés : la récupération par la sphère publique, des services gérés par des entreprises qui ne s'intéressent qu'à privatiser les bénéficiaires. Les exemples sont multiples, comme celui de Pampelune, où [la remunicipalisation du Service à la personne à domicile](#) qui concerne 1 300 usagers, entre en vigueur en février, et dont la gestion passera intégralement à la charge de la mairie. La mesure validée par le Conseil municipal le 30 décembre 2016, implique une dépense annuelle de plus de cinq millions d'euros (soit 60 000 euros de plus) et offrira plus d'heures de services à la personne.

De nombreux autres sujets ont pu être discutés tels que féminisme, migration, internationalisme, syndicalisme social, mobilité et urbanisme soutenable, journalisme citoyen, centres sociaux et coopérativisme...

De la dichotomie entre institutions et mouvements sociaux ?

La rencontre a permis d'analyser la dichotomie entre institutions et mouvements sociaux dans le difficile exercice de la gestion du pouvoir. Avec l'assaut de centaines de coalitions électorales aux municipales de 2015, on note une importante perte de précieux activistes due à l'exercice du pouvoir dans les municipalités, dans l'opposition ou partageant souvent le pouvoir avec des partis plus modérés. Sans doute un élément à considérer pour expliquer l'actuel repli de la mobilisation sociale.

Les milliers de militants actifs, maintenant en poste politique, héritent d'institutions structurées par leur ennemi politique du bipartisme, et les problèmes sont parfois inhérents au fonctionnement même de la mairie, ce qui ne facilite pas la voie pour changer la façon de faire de la politique. Cependant, il reste toujours une marge de manœuvre quand la volonté politique est effective.

Succès de participation

Pour débattre de la problématique et surmonter les défis, le MAK2 a démultiplié la participation depuis la première rencontre à Malaga. Plus de 400 personnes, tant de l'Espagne que du reste de l'Europe (Pologne, Serbie, Royaume-Uni, France, Allemagne...), parmi lesquelles plus de 30 conseillers municipaux de différentes candidatures municipales de tout l'État espagnol ont participé à cette seconde rencontre de mouvements et candidatures municipalistes organisée par la *Fundación de Los Comunes*, l'[Instituto DM](#) et *Pamplona Orain*.

Entre les mouvements sociaux participants figuraient la Plateforme d'audit citoyen de la dette (PACD), l'Observatoire de la dette dans la globalisation (ODG), le Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM), le Réseau d'économie alternative et solidaire de Madrid (REAS), des membres de la PAH de différentes villes, Yayoflautas de Barcelone, le Parlement social de Navarre, le Réseau pour la souveraineté énergétique de Barcelone, Peoplewitness (communication post 15M), des sénégalais du syndicat de manteros de Barcelone [\[4\]](#), des travailleuses domestiques de Madrid, le Réseau solidaire d'accueil, les centres sociaux autogérés *Patio Maravillas* de Madrid, *La Invisible* de Málaga ou *Astra* de

Gernika [5].

Du côté institutionnel, ont aussi participé des candidatures municipalistes telles que Aranzadi, Ahora Madrid, Barcelona en Comú, Málaga Ahora, Marbella Sí puede, Zaragoza en común, Castellón en Moviment, Cambiemos Parla, Cambia Logroño, Aranjuez Ahora, Ahora Ciempozuelos, Ganemos Madrid, Ganemos Jerez, Ganemos Córdoba, Leganemos, Participa Sevilla, Cáceres Tú, Somos Oviedo et Somos Alcalá.

Le réseau municipaliste contre la dette illégitime s'organise

L'atelier sur l'audit citoyen de la dette, organisé par la PACD, « on ne doit rien, on ne paie rien ! » a offert une opportunité de plus pour présenter le Réseau municipaliste contre la dette illégitime et les coupes budgétaires. Celui-ci s'est constitué lors de la rencontre d'Oviedo, qui s'est tenue dans cette ville les 25 et 26 novembre, avec l'objectif de coordonner des municipalités dans la lutte contre les dettes considérées comme illégitime, renverser les lois Montoro par la désobéissance collective si nécessaire et initier des audits des dettes là où ils n'existeraient pas encore.

Dans ce contexte, une feuille de route s'est mise en place jusqu'à la prochaine rencontre du réseau les 2, 3 et 4 juin à Cadix, en passant par une présentation du réseau au Parlement européen à Bruxelles les 21 et 22 mars. Le [Manifeste d'Oviedo](#), texte de référence dont le succès a été retentissant, continue à récolter des signatures : la dernière en date étant celle de Gerardo Pisarello, premier adjoint au Maire de la municipalité de Barcelone.

Des groupes de travail se sont constitués au sein du réseau :

- ▶ Un groupe sur le sauvetage du système bancaire dont le coût supporté par les administrations publiques espagnoles entre 2009 et 2015 est estimé à 61 milliards d'euros, une somme que l'État ne va pas récupérer. Il s'agit d'analyser son impact sur les municipalités et construire une argumentation pour le dénoncer ;
- ▶ Un groupe pour coordonner une avalanche de motions contre la dette illégitime dans les prochains mois ;
- ▶ Un autre groupe propose d'élaborer des budgets fictifs d'où la dette serait exclue afin de répartir la somme des intérêts de celle-ci aux services sociaux, dans le but de rendre visible l'hémorragie de capitaux qu'elle provoque ;
- ▶ Celui sur les éléphants blancs veut dénoncer la dette générée par le gaspillage, les surcoûts ou la mauvaise gestion d'œuvres ou infrastructures pharaoniques sous-utilisées à travers une campagne qui nécessite une participation citoyenne ;
- ▶ Enfin, une tâche extrêmement importante est portée par le groupe pédagogie, qui se propose d'expliquer de manière didactique et à travers des outils de communication le travail sur des municipalités étranglées par un endettement insoutenable.

La dette est un sujet transversal, apparu dans de nombreux débats. Ce qui suggère un contexte propice au développement du réseau municipaliste contre la dette illégitime et les coupes budgétaires, afin d'atteindre le niveau régional et national, mettre en œuvre des audits citoyens de la dette et promouvoir l'abrogation de la Loi Montoro. Abordant le thème, l'Assemblée populaire de Navarre, qui se réunit mensuellement, confirme la nécessité d'étendre la problématique de la dette au niveau régional, comme à tous les autres niveaux.

Du Mak2 au Mak3

En plus du *Gaztetxe* (Centre social occupé), où une chanteuse anarchiste, féministe et basque, la Chula Potra, a conquis le public avec des chansons poétiques et radicales, *Katakarak* était un autre lieu de référence pour les participants. Depuis plus de 3 ans, cette coopérative se compose d'une cafétéria, une librairie avec un vaste fonds de livres et une grande salle où se réunissent des assemblées et groupes de lectures. De nouveaux espaces autogérés comme celui-ci facilitent l'échange et la prise de conscience de la population et leur création fait partie des objectifs de certaines municipalités avant les prochaines élections autonomes et municipales de 2019. Qu'elle que soit l'issue de celles-ci, les citoyens impliqués pourraient ainsi jouir d'espaces où s'exprimer, apprendre et enseigner une autre municipalité possible. Une troisième rencontre MAK3 est d'ores et déjà prévue pour cet été à la Corogne.

Jérôme Duval

Source originale en espagnol : [Diagonal](#)



[La Red municipalista contra la deuda ilegítima se encuentra en el MAK2 en Iruña](#)

Une version courte de cet article est parue le 1 février 2017 sur Politis.fr :

<http://www.politis.fr/articles/2017...>

Traduction par l'auteur : Jérôme Duval

Notes

[1] "El precio de la luz continúa su escalada y sube otro 8% para mañana", Antonio M. Vélez, eldiario.es, 18/01/2017. <http://www.eldiario.es/economia/pre...>

[2] « La tarifa de la luz aumenta de forma alarmante en plena ola de frío », 19 janvier 2017, AraInfo redacción. <http://arainfo.org/la-tarifa-de-la-...>

[3] Voir : <http://www.20minutos.es/noticia/293...>

[4] Les *manteros* sont des vendeurs ambulants, originaires pour la plupart d'Afrique subsaharienne, qui proposent aux passants des produits de contrefaçon sur une couverture - la *manta* en espagnol. En octobre 2015, ils constituent à Barcelone le premier syndicat de *manteros*, « Sindicato Popular de Vendedores Ambulantes ».

[5] Astra est une ancienne fabrique d'armes maintenant transformée en un espace ouvert pour la création culturelle et la transformation sociale.

La source originale de cet article est [Diagonal](#)

Copyright © [Jérôme Duval](#), [Diagonal](#), 2017

Articles Par : [Jérôme Duval](#)

A propos :

Jérôme Duval est membre du CADTM, Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (www.cadtm.org) et de la PACD, la Plateforme d'Audit Citoyen de la Dette en Espagne (<http://auditoriaciudadana.net/>). Il est l'auteur avec Fátima Martín du livre Construcción europea al servicio de los mercados financieros, Icaria editorial 2016 et est également coauteur de l'ouvrage La Dette ou la Vie, (Aden-CADTM, 2011), livre collectif coordonné par Damien Millet et Eric Toussaint qui a reçu le Prix du livre politique à la Foire du livre politique de Liège en 2011.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca